

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS
DE PÉPINIÈRES ET D'HORTICULTURE**

(Midi-Pyrénées)

(24 septembre 2009)

(Etendu par arrêté du 17 mai 2010,
Journal officiel du 27 mai 2010)

AVENANT N° 1 DU 12 JUIN 2014

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1497299M

Entre :

La fédération régionale des producteurs de l'horticulture et des pépinières de Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

L'union régionale des syndicats confédérés FO pour Midi-Pyrénées ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par souci de cohérence avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés notamment pour réduire la condition d'ancienneté, modifier les modalités en cas de suspension du contrat de travail et mettre à jour les taux de cotisations afin de rétablir l'équilibre du régime.

Article 1^{er}

Modifications à l'article 3 « Salariés bénéficiaires »

Les deux premiers alinéas de l'article 3 sont remplacés par les quatre alinéas suivants :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent :

- à tout salarié ayant 6 mois d'ancienneté ou plus dans l'entreprise ;
- et relevant du champ d'application du présent accord.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté. »

Article 2

Modifications à l'article 4 « Garanties »

1. Le paragraphe « Garantie décès » de l'article 4 est modifié comme suit :

« Garantie décès

En cas de décès, quelle qu'en soit l'origine, d'un salarié ayant 6 mois d'ancienneté ou plus dans l'entreprise, il est versé à ses ayants droit, concubins, titulaire d'un Pacs ou au(x) bénéficiaire(s) désigné(s), un capital décès égal à 100 % du salaire brut total soumis à cotisations perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès.

En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

2. Le deuxième alinéa du paragraphe « Garantie incapacité permanente » de l'article 4 est modifié comme suit :

« Les salariés non cadres ayant 6 mois d'ancienneté ou plus dans l'entreprise bénéficient : »

3. Le sixième alinéa du paragraphe « Garantie incapacité permanente » de l'article 4 est modifié comme suit :

« Le salaire mensuel brut de référence est égal au douzième des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

Article 3

Modifications à l'article 8 « Cotisations »

Les paragraphes « 1. Assiette » et « 2. Taux de cotisations et répartition » de l'article 8 sont modifiés comme suit :

« 1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés entrant dans le champ d'application du présent accord, dès lors qu'ils ont 6 mois d'ancienneté, sur la base des rémunérations brutes servant au calcul de l'assiette des cotisations sociales, limitées à 4 fois le plafond annuel de la sécurité sociale. »

« 2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et salariés, le taux global des cotisations destinées au financement des garanties définies à l'article 4 est de 0,75 %, réparti à raison de 60 % à la charge des salariés et 40 % à la charge des employeurs, soit :

- employeurs : 0,30 % ;
- salariés : 0,45 %. »

Le paragraphe « 4. Suspension du contrat de travail » est modifié comme suit :

« 4. Suspension du contrat de travail

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues par le présent accord sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence, pendant 1 095 jours au maximum. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

Article 4

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 5

Date d'effet

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Il prendra effet le premier jour du mois qui suit la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Toulouse, le 12 juin 2014.

(Suivent les signatures.)